

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/M/1

6 mars 1995

(95-0463)

Comité du commerce et de l'environnement

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 16 FEVRIER 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce et de l'environnement a tenu sa première réunion le 16 février 1995 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Juan Carlos Sánchez Arnau (Argentine). L'ordre du jour figurant dans l'aérogamme WT/AIR/10 a été adopté.
2. Le Président a rappelé que cette réunion axerait ses travaux sur le point sept du programme de travail, à savoir la question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur, comme il avait été convenu à la réunion d'octobre 1994 et réaffirmé à la réunion de novembre du Sous-Comité. Il a pris note du document établi par le Secrétariat pour la réunion (SCTE/W/7), portant sur la genèse de cette question au GATT et sur les faits nouveaux survenus dans divers organes internationaux.

Statut d'observateur des organisations intergouvernementales

3. Le Comité est convenu d'approuver la procédure spéciale établie d'un commun accord lors de la réunion informelle du Conseil général à l'échelon des chefs de délégation et visant à inviter à participer à la première réunion du Comité en qualité d'observateurs les organisations intergouvernementales (OIG) qui avaient le statut d'observateur au Sous-Comité du commerce et de l'environnement. Cela serait sans préjudice du traitement qui serait accordé aux OIG lors des réunions futures et qui serait défini par le Comité pour chaque réunion, en attendant que le Conseil général parvienne à un accord sur les conditions et critères régissant le statut d'observateur des OIG. Les OIG concernées étaient les suivantes: ONU, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Commission du développement durable (CDD), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Centre du commerce international (CCI), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Association européenne de libre-échange (AELE).

Point sept du programme de travail:

Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur

4. Le représentant de l'Egypte a dit que, malgré l'absence d'accord sur le projet de décision de 1991 relatif aux produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur (ci-après dénommé le projet de décision), les travaux s'étaient poursuivis dans ce domaine. L'entrée en vigueur, en mai 1992, de la Convention de Bâle et sa ratification dès octobre 1994, par plus de 80 pays, avaient marqué une étape importante à cet égard. Les travaux du Comité partiraient donc de ce qui avait été fait précédemment et ne viseraient pas à saper ou mettre en question des accords internationaux, qui avaient acquis une valeur juridique parce qu'ils s'inscrivaient dans un contexte international et comptaient un grand nombre de membres appartenant à différentes zones géographiques.

5. L'intervenant estimait qu'étant donné l'absence d'accord international relatif aux produits de consommation interdits sur le marché intérieur, l'OMC devrait, pour examiner la question, partir du projet de décision. L'OMC était un ensemble de droits et d'obligations recueillant une très large adhésion qui pouvait imposer des obligations contraignantes à la fois aux Membres exportateurs et aux Membres importateurs. Soulignant que les normes écologiques devraient être examinées dans un cadre global, sans que certaines aient la priorité sur d'autres, l'intervenant a dit que les normes relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devraient faire partie des travaux généraux du Comité sur le commerce et l'environnement. Il a fait valoir que cette question concernait les importateurs et les exportateurs, les gouvernements et les secteurs publics et privés des pays en développement et des pays développés, et que les intérêts commerciaux ne devraient pas l'emporter sur la protection de la santé et de la vie des personnes ou des animaux ou la préservation des végétaux.

6. De l'avis de la délégation égyptienne, les travaux du Comité relatifs aux produits interdits sur le marché intérieur devraient être poursuivis en vue d'élaborer des lignes directrices en matière de notification et des obligations contraignantes concernant l'indemnisation intégrale et la responsabilité à part entière, ainsi que des mesures spécifiques transitoires pour les produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur et dont l'exportation ne faisait l'objet d'aucune mesure équivalente. La responsabilité incombait aux pays exportateurs parce que c'était eux qui choisissaient les acheteurs, qui assuraient l'élimination sans danger pour l'environnement ou l'utilisation sans risques des déchets ou supportaient les coûts de remise en état de l'environnement imputables à une fausse notification ou à un trafic illégal. Toutefois, les pays importateurs devraient prendre leurs décisions de façon responsable, en se fondant sur des renseignements clairs et en étant pleinement informés des raisons motivant l'interdiction ou la réglementation stricte des produits sur les marchés intérieurs et des conséquences pour les générations présentes ou futures. Ce concept n'était pas nouveau; l'article 3.1 du projet de décision traitait de la responsabilité des pays exportateurs. La délégation égyptienne jugeait souhaitable de renforcer les termes de cet article et en tout cas de ne pas les affaiblir. Dans le cadre des travaux futurs, il faudrait au moins examiner si les pays exportateurs devraient étendre aux exportations les mesures qu'ils appliquaient aux produits interdits sur le marché intérieur. C'est pourquoi l'élaboration de procédures pour la notification de l'interdiction ou de la réglementation stricte d'un produit, indiquant les raisons pour lesquelles ce produit représentait un danger pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, était un aspect important des travaux du Comité.

7. Depuis que la Convention de Bâle était entrée en vigueur et que la Conférence des Parties avait adopté récemment, par consensus, la Décision II/12 concernant l'interdiction immédiate des mouvements de déchets dangereux destinés à être éliminés définitivement et, à partir de 1998, des mouvements de déchets destinés à être recyclés ou récupérés, la Convention risquait d'être contestée dans le cadre de l'OMC. Le Comité devrait examiner la compatibilité des dispositions commerciales de la Convention avec les obligations découlant de l'OMC au titre du point un du programme de travail. L'intervenant considérait que ce risque était limité étant donné que la Convention était un accord multilatéral conclu entre plus de 80 pays appartenant à des zones géographiques différentes et que les mesures de restriction des échanges qu'elle prévoyait, ainsi que l'interdiction formulée récemment, pouvaient être justifiées au regard de l'article XX b) et g) du GATT puisqu'elles n'avaient pas été imposées unilatéralement et ne constituaient pas une discrimination arbitraire. Elles visaient à mettre un terme aux afflux de déchets susceptibles d'être préjudiciables pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux et, même si l'article XX avait été généralement invoqué pour interdire des importations, rien dans l'article n'empêchait de l'interpréter dans un sens plus large aux fins d'interdire ou de réglementer des exportations portant atteinte à la santé ou à la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.

8. La délégation égyptienne estimait qu'il y avait amplement lieu de s'occuper des produits interdits sur le marché intérieur dans le cadre de l'OMC; les travaux devraient porter sur les produits

préalablement identifiés par le Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses, y compris: i) les produits dont la vente était interdite sur le marché intérieur parce que l'autorisation de vente n'avait pas été obtenue ou était arrivée à expiration (par exemple, produits pharmaceutiques et produits agricoles transformés); et ii) les installations et autres biens d'équipement dont le pays exportateur n'autorisait l'utilisation à des fins de fabrication que dans des conditions strictement réglementées, en raison du risque qu'ils présentaient pour la santé et la sécurité publiques. On devrait donc continuer de travailler dans le cadre d'un mandat clair, qui pourrait être notamment de définir les caractéristiques spécifiques des différentes catégories de produits interdits sur le marché intérieur sans faire double emploi avec les travaux d'autres organisations internationales ni leur porter atteinte ni les compromettre. L'intervenant comptait sur le Secrétariat pour aider à classer par catégories les différents produits interdits sur le marché intérieur et déterminer le régime juridique qui leur était appliqué, de façon à éviter un tel double emploi, et pour, en coopération avec le PNUE et la FAO, faire la distinction entre produits interdits sur le marché intérieur, déchets dangereux et produits chimiques potentiellement toxiques.

9. Le représentant du Nigéria était d'avis que la question des produits interdits sur le marché intérieur était aujourd'hui aussi importante que lorsque sa délégation et celle du Sri Lanka l'avaient soulevée lors de la préparation de la Réunion ministérielle de 1982. Il a déclaré que le document PC/SCTE/7 constituait un point de départ pour les débats du Comité et mettait en lumière les travaux utiles effectués à ce sujet. Il ne faisait pas de doute que les produits interdits sur le marché intérieur restaient un problème majeur. Il y avait toujours trois sujets de préoccupation: i) il fallait envisager d'interdire et/ou de réglementer le commerce international des produits dont la vente, la distribution ou la consommation étaient, dans le pays producteur, interdites ou strictement réglementées pour des raisons de santé ou de sécurité; les exportateurs devaient, dans une mesure raisonnable, être responsables de la réglementation de l'exportation des produits interdits sur le marché intérieur en raison des risques qu'ils présentaient pour la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux ou l'environnement; ii) les produits destinés à la réexportation devaient être soumis à réglementation; iii) la responsabilité de la décision d'importer ou non devait être également partagée entre importateurs et exportateurs.

10. Selon l'intervenant, on s'occupait dans d'autres cadres, principalement celui de la Convention de Bâle, des déchets dangereux et toxiques pouvant être recyclés et éliminés, mais il restait à traiter de manière appropriée d'autres catégories de produits. Celles-ci comprenaient certains biens de consommation et produits manufacturés ainsi que les produits pharmaceutiques ou vétérinaires, tels ceux qui étaient mentionnés aux paragraphes 8 et 22 du document PC/SCTE/W/7. Des exemples concernant le Nigéria étaient donnés dans le document DPG/W/5 (pages 4 et 5) présenté par la délégation nigériane en novembre 1989. Il y avait toujours de solides raisons de conclure un accord sur les produits interdits sur le marché intérieur, car les branches d'activité et les entreprises avaient de plus en plus tendance à exporter des produits dont la vente sur le marché intérieur avait été interdite ou strictement réglementée pour protéger la santé ou la sécurité des personnes ou l'environnement.

11. L'intervenant a fait remarquer que l'annexe au projet de décision contenait pour onze instruments internationaux des renseignements sur le champ d'application, les produits visés et les obligations fondamentales et donnait la priorité aux obligations définies dans ces instruments en prévoyant que les prescriptions en matière de notification seraient inapplicables si le produit en question était visé par un autre instrument dont une partie contractante exportatrice était signataire. Cette disposition garantissait qu'il n'y aurait pas de double emploi au niveau du champ d'application ni des produits visés et que l'on ne passerait pas outre aux dispositions des instruments internationaux connexes. Pour la délégation nigériane, le projet de décision constituait un bon point de départ pour reprendre les travaux concernant les produits interdits sur le marché intérieur, en vue de les mener à bien rapidement, et le Comité devrait s'inspirer de l'exemple du Groupe de travail créé à ce sujet. Celui-ci avait, jusqu'à l'expiration de son mandat début juillet 1991, mené des négociations pour arriver à un consensus sur

cette question. La délégation nigériane proposait donc que le Comité établisse un groupe de travail technique des produits interdits sur le marché intérieur pour examiner les préoccupations des Membres et arriver à des solutions mutuellement acceptables qui permettraient d'assurer la protection de l'environnement, le développement durable et la conformité avec les règles de l'OMC. Ce groupe de travail pourrait présenter un rapport au Comité pour faire en sorte que la question des produits interdits sur le marché intérieur figure dans le rapport du Comité à la Conférence ministérielle.

12. Le représentant de la Corée a dit que les débats sur les produits interdits sur le marché intérieur devraient tenir compte des faits nouveaux survenus récemment concernant le système commercial multilatéral et dans d'autres organes internationaux, lesquels n'étaient pas pris en considération dans le projet de décision. Etant donné que le projet de décision avait répondu au souci de protéger la santé des personnes et de l'environnement en prévoyant des dispositions ayant pour effet de restreindre le commerce, il faudrait définir le champ d'application de toute décision future avec soin et de manière stricte, de façon à éviter les différends inutiles et à renforcer son efficacité. L'intervenant approuvait l'objectif du projet de décision, qui était de protéger la santé des personnes et l'environnement. Etant donné que ce projet traitait des rapports entre les accords environnementaux multilatéraux et le système commercial, on pourrait éviter les risques d'affrontement en optant pour des approches prudentes qui sauraient tirer parti des débats du Comité sur les accords environnementaux multilatéraux et des procédures de règlement des différends.

13. L'intervenant a appelé l'attention sur les articles 2.3, 2.4 et 3.5 du projet de décision, qui donnaient la primauté à des instruments internationaux susceptibles de renfermer des dispositions incompatibles avec l'OMC et sur les articles 4.1 et 4.2 encourageant les Membres à y participer ou à les appliquer. Le huitième alinéa du préambule assortissait d'une réserve le droit des exportateurs de restreindre les exportations, alors que l'article 3.1 faisait implicitement obligation aux Membres exportateurs d'examiner la possibilité d'appliquer des restrictions à l'exportation. De l'avis de l'intervenant, ces dispositions encourageaient l'application extraterritoriale de mesures par les pays exportateurs, ce qui était incompatible avec les pratiques du système commercial. Il importait plus de respecter, à l'aide de procédures PIC efficaces, les droits des Membres importateurs que d'imposer des réglementations aux Membres exportateurs. Une autre mesure concrète, qui ne saurait porter préjudice aux dispositions des accords environnementaux multilatéraux, consisterait à renforcer la capacité des Membres importateurs d'inspecter les produits concernés.

14. De surcroît, il n'était pas certain que le champ d'application du projet de décision soit compatible avec les nouveaux accords sur les obstacles techniques au commerce et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires; la question devrait être examinée lors des futurs débats sur les produits interdits sur le marché intérieur visés.

15. Le représentant de l'Inde a rappelé que le mandat du Comité reconnaissait la nécessité d'élaborer des règles pour renforcer l'interaction positive des mesures commerciales et des mesures environnementales, et pour favoriser le développement durable, eu égard en particulier aux besoins des pays en développement. Vu l'importance de cette question pour sa délégation et pour les pays en développement, des règles claires régissant l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur étaient indispensables. Quant à savoir si les travaux du Comité devraient partir de zéro ou s'inspirer de ce qui avait déjà été fait au GATT dans ce domaine, l'intervenant a déclaré que, même s'il s'était passé bien des choses depuis le projet de décision de juillet 1991 qui n'avait pas été adopté, le Comité devrait reprendre les travaux là où ils avaient été laissés. Une autre solution consisterait à considérer les faits nouveaux survenus récemment tout en tenant compte des travaux antérieurs. En tout état de cause, il ne fallait pas laisser se perdre le travail utile que le GATT avait effectué dans ce domaine.

16. L'intervenant a indiqué les grands paramètres qui devraient guider les travaux du Comité concernant les produits interdits sur le marché intérieur. Premièrement, des règles internationales sur

le commerce des produits qui étaient interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur au motif qu'ils représentaient un danger pour la santé ou la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux ou l'environnement, étaient indispensables. Deuxièmement, ces règles ne devaient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international. Troisièmement, il fallait reconnaître que les normes concernant la santé ou la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux ou l'environnement, variaient suivant les pays. De toute évidence, l'objectif n'était pas qu'un pays impose à un autre les normes qu'il appliquait sur son propre territoire. Il fallait donc indiquer clairement que chaque pays devait assumer la pleine responsabilité des décisions concernant ses importations, mais cela supposait une coopération de la part du pays exportateur. Les nouvelles règles élaborées par le Comité pourraient comporter des obligations spécifiques pour les pays exportateurs de produits interdits sur le marché intérieur. Elles ne devaient cependant pas être interprétées de façon à affecter, d'une manière discriminatoire, les exportations de pays ayant adopté des normes sanitaires et environnementales différentes ni la prérogative qu'avait un pays d'autoriser l'importation et l'utilisation de tels produits.

17. De l'avis de l'intervenant, un certain nombre de points méritaient plus ample réflexion. Tout d'abord, les pays devaient notifier les mesures interdisant ou réglementant strictement la vente d'un produit, et en donner les raisons, car, ne sachant pas que ces produits étaient réglementés sur le marché intérieur du pays exportateur, les pays en développement risquaient de ne pas être en mesure de contrôler les importations; ensuite, les exportateurs pouvaient faire de fausses déclarations concernant les produits interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur de leur pays et les autorités douanières de certains pays en développement ne disposaient pas des installations d'essai adéquates pour vérifier ces déclarations. L'absence de réglementation visant à assurer la protection des consommateurs dans certains pays en développement permettait également aux pays exportateurs de commercialiser des produits périmés. Pour toutes ces raisons, il fallait envisager des obligations en matière de notification, y compris les procédures de consentement préalable donné en connaissance de cause (PIC).

18. L'intervenant a déclaré que le Comité devait également débattre des points suivants: i) nécessité de tenir compte des travaux effectués dans d'autres organes internationaux, de façon à éviter de faire double emploi; ii) produits visés, étant entendu que pour certains d'entre eux les travaux étaient déjà bien avancés; iii) dispositions concernant le règlement des différends, y compris le "préjudice" et les "mesures intérimaires"; et enfin, iv) relations entre l'OMC et les autres instruments internationaux. La délégation indienne était d'avis qu'après une période de réflexion, le Comité pourrait revenir à la question et que des propositions spécifiques pourraient être examinées et des règles mutuellement acceptables élaborées.

19. Le représentant de l'Argentine a dit qu'au vu du projet de décision et des débats du Sous-Comité, sa délégation avait quelques préoccupations. Si l'avis général était que le projet de décision devait être adopté tel qu'il figurait dans le document L/6872, elle s'y rallierait, mais cette adoption présentait des risques. Elle souscrivait aux objectifs du projet de décision et approuvait la seule obligation de fond imposée aux Membres, c'est-à-dire celle de notifier l'interdiction ou les restrictions appliquées aux "produits visés", à moins que ces produits ne soient couverts par l'un des instruments internationaux énumérés à l'Annexe I auquel le pays exportateur participerait.

20. L'intervenant a appelé l'attention sur les termes de l'article 3.1 qui pourraient être mal interprétés et devraient être examinés avec soin, eu égard au fait que le recours à des mesures commerciales à des fins de protection de l'environnement était une question délicate, en particulier lorsque ledit "environnement" n'était pas celui du pays appliquant les mesures. Les travaux du Comité visaient essentiellement à analyser les circonstances dans lesquelles des mesures commerciales à des fins de protection de l'environnement seraient acceptables. A en juger par les débats antérieurs, les délégations semblaient être d'accord sur le fait qu'il fallait éviter d'autoriser un Membre de l'OMC à appliquer des restrictions commerciales au titre de sa législation sur l'environnement pour traiter des problèmes

environnementaux relevant de la compétence d'un autre Membre. Certes, ce n'était pas ce que l'article 3.1 visait, mais la délégation argentine ne voulait pas qu'il puisse être mal interprété. Même si l'article 3.1 encourageait les Membres à appliquer leur législation sur l'environnement hors de leur territoire pour des exportations, cela ne serait pas concevable pour des importations. La façon dont l'article 3.1 était libellé comportait un risque et si le Comité adoptait le projet de décision, il devrait décider s'il maintenait ou non la prescription énoncée à l'article 3.1. Pour la délégation argentine, l'article 3.1 était une "clause de l'effort maximal", qui ne dispensait pas les pays appliquant de telles restrictions à l'exportation d'honorer leurs obligations au regard de l'OMC. Il conviendrait également d'examiner la relation entre le projet de décision et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi que l'étendue du champ d'application.

21. La représentante de la Côte d'Ivoire a rappelé qu'un travail important avait été fait au sujet des produits interdits sur le marché intérieur et que le projet de décision en était l'aboutissement. Sa délégation était d'avis que les travaux devraient être poursuivis dans le cadre d'un groupe de travail du Comité sur la base du projet de décision. Comme les délégations du Nigéria et de l'Egypte, elle pensait qu'il faudrait envisager d'autres domaines d'investigation. Elle souhaitait que l'on arrive à un équilibre, en veillant à ce que le souci d'instaurer un commerce libre n'occulte pas la protection des personnes.

22. Le représentant des Etats-Unis comprenait les préoccupations qui avaient suscité le désir d'une coopération multilatérale au sujet de la question des produits interdits sur le marché intérieur dont sa délégation s'occupait dans le cadre de plusieurs instruments environnementaux internationaux. Sa délégation était attachée à l'élaboration de mécanismes efficaces permettant de répondre aux préoccupations sanitaires et environnementales liées à l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur. Elle soutenait fermement les procédures PIC définies conjointement par le PNUE et la FAO ainsi que l'effort engagé récemment en vue de mettre en place un régime PIC international juridiquement contraignant pour les produits chimiques et les pesticides toxiques.

23. La principale tâche du Comité était de déterminer comment l'OMC pourrait contribuer à régler la question des produits interdits sur le marché intérieur. La délégation des Etats-Unis était prête à revoir ce problème d'un oeil neuf et à coopérer avec les autres Membres. Il importait, cependant, de tenir compte des décisions qui avaient déjà été adoptées sur le champ d'activité de l'OMC en matière d'environnement et de la nécessité d'éviter de faire double emploi avec les efforts déployés par d'autres organisations internationales. Depuis la fin des débats sur les produits interdits sur le marché intérieur, il s'était passé beaucoup de choses et avant de poursuivre les travaux il convenait de faire le bilan de ce qui avait été réalisé.

24. L'intervenant a pris note avec satisfaction du document PC/SCTE/W/7, tout en soulignant qu'il réduisait l'importance de faits nouveaux pertinents survenus au GATT depuis 1991. Ceci n'était pas une critique du document, car ces faits nouveaux impliquaient une appréciation subjective des enseignements tirés des travaux du GATT sur le commerce et l'environnement. Un fait nouveau particulièrement important était la déclaration que M. l'Ambassadeur B.K. Zutshi avait faite, en qualité de Président du Conseil, à la réunion de 1992 des parties contractantes du GATT, au sujet du suivi de la CNUED, et qui se lisait comme suit:

"La compétence du GATT se limite aux politiques commerciales et aux aspects des politiques environnementales touchant au commerce qui peuvent avoir des incidences commerciales importantes pour les parties contractantes. Le GATT n'a ni pour vocation, ni pour mandat d'intervenir dans l'examen des priorités nationales, la fixation de normes ou l'élaboration de politiques globales en matière d'environnement."

25. Les mêmes idées transparaissaient dans la Décision ministérielle énonçant le mandat du Comité. Le rôle de l'OMC n'était pas de faire double emploi avec les organisations internationales s'occupant d'environnement, en réglementant le commerce international des produits interdits sur le marché intérieur. La délégation des Etats-Unis était néanmoins disposée à étudier quelle contribution l'OMC pourrait apporter en la matière dans le cadre de son mandat. L'OMC pourrait par exemple faire en sorte que ses propres règles ne soient pas incompatibles avec les obligations définies dans les accords environnementaux multilatéraux visant les produits interdits sur le marché intérieur. Elle pourrait également jouer un rôle en matière de transparence, mais le Comité devrait éviter de faire double emploi avec les efforts déployés dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux. On pouvait se demander, par exemple, à quoi servirait de notifier des mesures faisant déjà l'objet d'une notification au titre d'accords environnementaux multilatéraux, ou des produits qui étaient soumis à des procédures PIC convenues à l'échelon international. Il serait tout aussi important de faire en sorte que lorsqu'un Membre notifierait un produit interdit sur le marché intérieur ses exportations ne recevraient pas de ce fait dans un pays importateur un traitement différent de celui qui était accordé aux exportations du même produit en provenance d'autres pays, ou aux produits identiques d'origine nationale. Comme il était reconnu dans l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, les décisions nationales relatives aux mesures de protection de la santé et de l'environnement reflétaient non seulement des évaluations scientifiques et techniques, mais des choix de société quant au niveau de risque acceptable. Les points soulevés lors de l'examen d'autres questions, comme l'éco-étiquetage ou les accords environnementaux multilatéraux, étaient également applicables aux produits interdits sur le marché intérieur.

26. A propos de l'idée de prendre le projet de décision comme point de départ des débats du Comité, la délégation des Etats-Unis était d'avis qu'il était plus important de savoir où l'on allait que d'où l'on partait. L'intervenant a dit que si l'on avait eu l'expérience acquise entre-temps en matière de commerce et d'environnement, le projet de décision n'aurait pas été rédigé dans les mêmes termes. Sa délégation persistait à penser que ce projet présentait de graves faiblesses, mais elle ne s'opposerait pas à ce qu'il serve de point de départ, si tel était le souhait général au Comité. Il faudrait, néanmoins, accomplir un travail substantiel pour que le Comité atteigne son objectif. Quant à la suggestion selon laquelle le Comité pourrait établir un groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur, la délégation des Etats-Unis souscrivait à l'idée fondamentale selon laquelle il faudrait peut-être intensifier les travaux dans certains domaines pour obtenir des résultats d'ici à la Réunion ministérielle. Cependant, pour assurer une approche cohérente des travaux du Comité, elle ne souhaitait pas prendre de décision sur la façon de procéder à cet égard, tant que le Comité n'aurait pas effectué un premier examen de son ordre du jour. Ce n'est qu'alors seulement qu'il conviendrait de revoir cette suggestion et d'autres.

27. En réponse à la suggestion de la délégation égyptienne selon laquelle le Comité devrait se charger des travaux qui n'étaient pas réalisés par d'autres organisations internationales, et à l'observation de la délégation nigériane, selon laquelle il y avait dans les instruments internationaux concernant les produits interdits sur le marché intérieur des lacunes que le Comité pourrait combler, l'intervenant s'est demandé si, à supposer que ces lacunes existent, il incombait à l'OMC de les combler ou si cela était du ressort d'autres organismes compétents en matière d'environnement. Compte tenu de la déclaration de M. l'Ambassadeur Zutshi et du mandat du Comité, sa délégation avait l'impression que la seconde approche était la bonne. Si tel n'était pas le cas, elle souhaiterait en être informée.

28. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation avait participé à l'élaboration du projet de décision et qu'elle restait favorable à l'idée d'une décision établissant des disciplines fondamentales en matière de notification ainsi qu'une "clause de l'effort maximal" pour les exportations de produits interdits sur le marché intérieur, en réponse au manque d'information et de moyens des pays en développement à cet égard. Le pays importateur était responsable au premier chef et aucun élément résultant des débats du Comité ne devrait l'empêcher de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection de la santé ou de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux.

Une décision serait un instrument multilatéral dans le cadre duquel des pays demanderaient à d'autres d'agir de manière appropriée et elle ne devrait pas donner lieu à des mesures extraterritoriales. Il faudrait clarifier ce point, car une décision pourrait donner l'impression que des décisions parallèles unilatérales pourraient être prises, même dans le domaine des produits interdits sur le marché intérieur.

29. Un certain nombre de faits nouveaux étaient survenus au plan international depuis la présentation du projet de décision, notamment dans le cadre des Directives de Londres et de la Convention de Bâle; le Comité devrait examiner si des ajustements étaient nécessaires pour tenir compte de l'importance prise par la question des produits interdits sur le marché intérieur. A cet égard, les groupes spéciaux saisis de différends concernant l'environnement s'étaient montrés plus sensibles aux problèmes soulevés par l'exportation de ces produits. Certes, le Comité devrait procéder à un premier examen des différents points inscrits à son programme de travail, mais dans la phase suivante, il devrait s'intéresser expressément aux produits interdits sur le marché intérieur. De l'avis de l'intervenant, il serait important que les délégations s'entendent avec les responsables traitant de questions semblables dans d'autres cadres, comme par exemple les négociations sur des procédures PIC juridiquement contraignantes ou la Convention de Bâle.

30. Le représentant du Chili a déclaré que le projet de décision, fruit de plus de trois ans de négociations, restait valable et devrait être considéré comme le point de départ des travaux du Comité. Néanmoins, tout en reconnaissant le progrès qu'il représentait, sa délégation était d'avis que les disciplines de l'OMC pourraient fournir des outils institutionnels permettant d'arriver à un consensus dans ce domaine. L'intervenant a proposé que la mise en place d'un système de notification des produits interdits sur le marché intérieur serait compatible avec les dispositions de l'article X et avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Pour sa délégation, le cadre de travail contractuel de l'OMC était celui qui convenait pour imposer des droits et des obligations aux pays exportateurs et aux pays importateurs. Il existait déjà des lignes directrices et des procédures pour la notification et l'échange d'informations, établies au niveau international par l'OMC, la FAO et le PNUE et, au niveau régional, par l'OCDE, mais certaines d'entre elles étaient inefficaces en raison de leur caractère facultatif. L'intervenant a proposé en conséquence que le Comité traite des produits interdits sur le marché intérieur dans le cadre d'un groupe de travail spécial auquel participeraient des experts de l'OMC, du PNUE, de la FAO et de l'OCDE.

31. Le représentant de la Communauté européenne a dit que sa délégation préconisait des solutions multilatérales aux problèmes environnementaux, eu égard aux besoins des pays peu développés, et soutenait les initiatives en rapport avec les produits interdits sur le marché intérieur prises dans d'autres organisations internationales, y compris les mesures visant à accroître l'échange d'informations et l'élaboration de procédures PIC juridiquement contraignantes. Depuis l'adoption en 1992 du Règlement n° 2455/92/CEE, ces procédures étaient obligatoires pour les exportateurs communautaires de produits chimiques dangereux. L'OMC ne devrait pas compromettre les activités menées dans ce domaine, ni faire double emploi avec elles, et si des accords environnementaux multilatéraux concernant les produits interdits sur le marché intérieur existaient, ils devraient avoir la primauté. Cela n'empêchait pas pour autant l'OMC d'adopter des mesures complémentaires qui constitueraient un "filet de sécurité" si un renforcement des règles était nécessaire. Des dispositions pourraient être prises pour couvrir les produits interdits sur le marché intérieur ne relevant pas des accords environnementaux multilatéraux existants et les pays non signataires de ces accords. Si, par exemple, un Membre de l'OMC ne signait pas la future Convention internationale PIC, les marchandises visées par cette procédure et produites sur le territoire de ce Membre pourraient être couvertes par l'OMC.

32. Les travaux du Groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur étaient utiles et ne devraient pas être négligés. Cependant, bien des choses s'étaient produites depuis et la situation avait changé. C'est pourquoi la délégation de la Communauté européenne était d'avis que le Comité pourrait procéder de deux manières: i) réexaminer les travaux du Groupe à la lumière des faits

nouveaux; ou ii) repartir de zéro en tenant compte, le cas échéant, des travaux antérieurs. Elle était prête à accepter l'une ou l'autre des solutions, mais il fallait définir les paramètres devant guider les discussions. Tout d'abord il était essentiel de déterminer s'il y avait un problème pratique, en recueillant auprès des pays importateurs des informations sur les types de produits qui semblaient soulever des difficultés et sur la nature et les causes de ces difficultés. Le Comité devrait ensuite faire un "travail de définition" pour déterminer le sens du terme "interdit", la gamme des produits visés et les raisons pour lesquelles il importait de créer une catégorie "produits interdits sur le marché intérieur". L'intervenant s'est, par exemple, demandé si l'on devait mettre l'accent sur les produits interdits sur le marché intérieur couverts par des instruments internationaux ainsi que sur les produits de consommation interdits sur le marché intérieur qui représentaient un danger pour la santé ou la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux. Sa délégation n'excluait pas que ce travail de définition puisse aboutir à la conclusion que la question ne relevait pas du mandat du Comité.

33. Le but des travaux effectués au GATT concernant les produits interdits sur le marché intérieur avait été de mettre en place un mécanisme pour communiquer aux pays tiers des informations en la matière qui leur permettraient de prendre des décisions. Si c'était toujours le but recherché, le Comité devrait examiner la question de la responsabilité: incombait-elle principalement au pays importateur ou devait-elle être partagée entre le pays importateur et le pays exportateur? Les principes de base de l'OMC, en particulier celui de la non-discrimination, devaient être respectés et il ne fallait pas qu'un pays importateur refuse une marchandise lorsqu'elle provenait d'un pays où elle était interdite sur le marché intérieur et l'accepte lorsqu'elle provenait d'un pays où elle n'était pas interdite sur le marché intérieur.

34. Une représentante de la Communauté européenne a présenté deux développements législatifs intervenus dans la CE concernant l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur: le Règlement 2455/92/CEE relatif à l'importation et à l'exportation de certains produits chimiques et le Règlement 259/93/CEE relatif au contrôle des transferts de déchets. Sa délégation attachait beaucoup d'importance à la mise en place de mécanismes de contrôle adéquats au plan international pour s'assurer que la commercialisation et l'utilisation de certains produits dangereux n'étaient pas préjudiciables pour la santé des personnes ou l'environnement, tant sur le territoire de la CE qu'en dehors de celui-ci; la législation communautaire concernant l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur avait été renforcée par l'adoption d'une réglementation commune plus compréhensive visant à contrôler les transferts de déchets tant à l'intérieur de la CE que dans le cadre des échanges avec les pays tiers. Une des raisons d'être de cette réglementation adoptée en 1993 et entrée en vigueur au début de 1994, était la mise en oeuvre, à l'intérieur de la Communauté européenne, de la Convention de Bâle ainsi que d'autres instruments internationaux, tels que la Convention de Lomé ou la Décision de l'OCDE de 1992 relative au transfert de déchets destinés à des opérations de recyclage. L'intervenante a noté que le champ d'application de la réglementation couvrait la quasi-totalité des catégories de déchets et que, lorsque l'exportation des déchets n'était pas explicitement interdite par le règlement, elle était soumise à un régime strict de notification et d'autorisation et n'avait lieu qu'avec le consentement du pays de destination.

35. En ce qui concernait l'exportation de produits chimiques dangereux, des règlements portant sur plus de 100 produits chimiques étaient en vigueur depuis la fin de 1992 et comprenaient un système de notification interne, à la charge des exportateurs, qui permettait aux autorités compétentes de la CE de contrôler l'exportation et la réexportation vers les pays tiers des produits chimiques qui étaient interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur. Les autorités de la CE étaient tenues de fournir aux autorités compétentes des pays de destination des informations à propos des risques que comportaient les produits chimiques. Les produits chimiques destinés à l'exportation devaient remplir des conditions d'étiquetage et d'emballage identiques à celles qui étaient appliquées dans la CE, à moins que ces exigences ne soient contraires à la réglementation du pays de destination. Par ailleurs, les nouveaux règlements rendaient les procédures PIC prévues par les Directives de Londres et par le Code

de conduite de la FAO, contraignantes au sein de la CE, ce qui permettait à cette dernière de participer aux mécanismes internationaux de notification prévus par ces deux instruments et garantissait que les substances et produits qu'ils visaient ne pouvaient être exportés que conformément aux décisions prises par les pays de destination. La délégation de la Communauté européenne était d'avis qu'en rendant ces mécanismes contraignants à l'intérieur de la CE, la réglementation communautaire avait anticipé les discussions engagées à ce sujet au PNUE et à la FAO.

36. Le représentant de l'Australie a dit que la question de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur préoccupait de nombreux pays soucieux de protéger leur population et leur environnement de produits potentiellement dangereux et toxiques et que sa délégation jugeait la coopération multilatérale indispensable pour répondre à ces problèmes de santé, de sécurité et d'environnement. Il a indiqué que l'on était en train de renforcer les instruments de coopération internationale, y compris ceux qui concernaient les produits chimiques, les pesticides, les produits pharmaceutiques, les déchets dangereux, les substances appauvrissant la couche d'ozone, et des procédures PIC juridiquement contraignantes pour les produits chimiques interdits ou strictement réglementés étaient actuellement mises au point. Le Comité devrait examiner le rôle des dispositions du système commercial international dans le cadre de cette forme de coopération internationale. Divers points du programme de travail du Comité étaient en rapport avec les produits interdits sur le marché intérieur et devraient être examinés de façon à assurer une synergie entre les politiques commerciales et environnementales. Il y avait deux points importants: d'une part, il fallait faire en sorte que les dispositions du système commercial multilatéral permettent à chaque pays de prendre, dans sa sphère de compétence, les mesures nécessaires à la protection de la santé, de la vie et de l'environnement et d'autre part, ces mesures devaient étayer l'activité multilatérale menée par d'autres organismes pour répondre aux préoccupations en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

37. Ces deux points étaient axés sur le caractère permissif des dispositions du système commercial qui encourageaient l'action des Membres, au niveau individuel et collectif, visant à faire progresser les objectifs concernant la santé, la sécurité et l'environnement; les travaux du Comité devraient être de nature à faire en sorte que ce caractère permissif des dispositions du système commercial international permette de soutenir les efforts déployés par les pays pour régler la question de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur. Le Comité devrait également, lorsqu'il examinerait les rapports entre ces dispositions et les mesures commerciales prises en vertu d'accords environnementaux multilatéraux, considérer l'activité internationale relative aux produits interdits sur le marché intérieur. Il pourrait en conclure que l'OMC aurait la possibilité de jouer un rôle plus actif dans ce domaine, par exemple en ce qui concernait les procédures de notification et d'échange d'informations examinées au Groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur. Des circuits d'échange d'informations seraient ainsi établis et les pays importateurs pourraient prendre en connaissance de cause la décision d'importer ou non certains produits. A cet égard, le Comité devrait reconnaître le rôle de l'assistance technique dans la mise en place, au niveau national, de moyens de réglementer efficacement le commerce des produits interdits sur le marché intérieur. Lorsqu'il examinerait si l'OMC avait un rôle à jouer dans l'établissement de systèmes de notification et d'échange d'informations, le Comité devrait tenir compte de plusieurs éléments: la nécessité de ne pas faire double emploi avec les travaux d'autres organes, l'importance d'une définition précise des produits pris en considération, la complexité des questions techniques en jeu et le fait que l'OMC avait dans ce domaine une compétence limitée de sorte qu'elle devrait faire appel à des experts internationaux, et la nécessité d'éviter des restrictions commerciales non nécessaires. La délégation australienne aiderait à déterminer la contribution que le système commercial multilatéral pourrait apporter aux efforts accomplis sur le plan international pour répondre aux préoccupations sanitaires et environnementales suscitées par les produits interdits sur le marché intérieur.

38. Le représentant du Venezuela a dit que sa délégation n'avait pas participé aux travaux du Groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur, mais pensait que le projet de décision pouvait

être pris comme point de départ des discussions du Comité. Il faudrait, cependant, le revoir, notamment pour préciser la gamme de produits visés. Si le projet de décision se rapportait à des produits qui ne relevaient pas des instruments internationaux énumérés à l'Annexe I, la liste des produits visés pourrait varier suivant les pays, car ces derniers n'étaient pas signataires des mêmes instruments. Ainsi, pour certains pays, les produits visés pourraient être définis dans la législation nationale réglementant leur vente sur le marché intérieur ou leur exportation. Quant à la demande formulée dans le projet de décision visant à ce que les pays participent aux instruments internationaux, la délégation vénézuélienne était d'avis que l'OMC ne devait pas faire pression sur les Membres pour qu'ils signent des accords environnementaux auxquels, pour des raisons légitimes, ils avaient décidé de ne pas adhérer. Il faudrait donc réviser l'article 4.1 du projet de décision.

39. La délégation vénézuélienne reconnaissait que l'article 3.1 pouvait être mal interprété pour ce qui était de l'application extraterritoriale de réglementations nationales. C'est pourquoi elle ne pouvait admettre son libellé actuel. Un équilibre approprié pourrait toutefois être trouvé si les obligations de notification énoncées dans le projet de décision étaient fondées sur les procédures PIC. S'agissant de l'applicabilité de l'article XX à des mesures indépendantes adoptées par des Membres de l'OMC en matière d'exportation de produits interdits sur le marché intérieur, il lui faudrait réfléchir sur la question de savoir si l'article XX, alors même qu'il ne mentionnait pas expressément des mesures adoptées en matière d'exportation, les autorisait nécessairement. Elle était favorable à une interprétation plus restrictive, selon laquelle les Membres exerceraient leur compétence sur les affaires intérieures. Elle appuyait par ailleurs la proposition du Nigéria visant à établir un groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur, en fonction des progrès qui auraient été accomplis en 1995 et en tenant compte des moyens limités dont certains Membres disposaient pour participer aux réunions de tels groupes qui risquaient de se multiplier.

40. La représentante de la Suisse a dit que, depuis que la question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur avait été soulevée en 1982 et que le Groupe de travail pertinent avait arrêté son travail d'analyse en 1991, le cadre juridique international avait changé, en particulier à l'OMC. Le Comité devrait définir quelle serait sa tâche en la matière. Néanmoins, la question essentielle était toujours de savoir si l'OMC avait besoin de lignes directrices spécifiques concernant les produits interdits sur le marché intérieur, par exemple pour la notification de la réglementation pertinente, l'échange d'informations sur des mesures spécifiques et les procédures de consultation. Pour répondre à cette question il faudrait examiner si les dispositions existantes des accords de l'OMC concernant la notification, l'échange d'informations et les procédures de consultation et si les autres lignes directrices établies au niveau international sur ces trois points traitaient des produits interdits sur le marché intérieur et de quelle manière elles le faisaient. L'action future de l'OMC ne devrait pas faire double emploi avec ce traitement, mais il faudrait étudier s'il y avait des lacunes et s'il était nécessaire que l'OMC agisse pour les combler. Le Comité devrait analyser les aspects commerciaux de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur qui ne seraient pas traités de manière adéquate dans le cadre de l'OMC et des dispositions d'autres accords environnementaux multilatéraux.

41. Le chapitre 19 d'Action 21, intitulé "*Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques toxiques, y compris la prévention du trafic international illicite de produits toxiques et dangereux*", indiquait que les produits toxiques et dangereux étaient les produits qui faisaient l'objet d'une interdiction ou d'une réglementation stricte, qui avaient été retirés du marché ou dont l'utilisation ou la vente n'avait pas été approuvée par les gouvernements pour des raisons liées à la protection de la santé publique et de l'environnement et qu'il faudrait: "renforcer l'aptitude des pays à détecter et réprimer toute tentative d'introduction de produits toxiques et dangereux sur leur territoire qui constituerait une violation de la législation nationale et des instruments juridiques internationaux pertinents" et "aider tous les pays, et en particulier les pays en développement, à obtenir tous les renseignements voulus sur le trafic illicite de produits toxiques et dangereux". L'intervenante a été d'avis que le Secrétariat devrait resserrer les liens avec les organisations opérant dans ce domaine, de façon à éviter le chevauchement des

procédures d'échange d'informations et de notification. Il faudrait à cet égard veiller à l'application des procédures PIC élaborées dans le cadre des Directives de Londres ainsi que des procédures d'échange d'informations et de contrôle définies dans la Convention de Bâle, et le Secrétariat devrait collaborer avec le PNUE et la FAO. Les organisations internationales devraient mettre en place des mécanismes permettant d'atteindre leurs objectifs environnementaux conformément aux règles de transparence et de non-discrimination du système commercial. D'autres travaux étaient nécessaires concernant la mise en oeuvre de systèmes multilatéraux de notification, en particulier dans le contexte Nord-Sud, de façon à déceler les lacunes dans la pratique et à alléger la charge administrative que représentait leur application.

42. La délégation suisse était favorable à un examen de la relation entre l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et les travaux futurs concernant les produits interdits sur le marché intérieur, dont il était question dans le document PC/SCTE/W/7 et qui serait essentiel pour mettre au point des systèmes d'échange d'informations et de notification pour ces produits. Elle ne s'opposait pas à ce que les discussions du Comité se fondent sur le projet de décision.

43. Le représentant de la Norvège était d'avis que les pays se devaient de protéger leur propre environnement et de songer aux conséquences de leurs activités sur les populations et l'environnement des autres pays. Par exemple, la réglementation norvégienne interdisant ou réglementant strictement les produits chimiques s'appliquait d'ordinaire aussi bien aux exportations qu'à l'utilisation dans le pays et l'exportation de déchets dangereux vers les pays en développement était interdite depuis un certain temps. L'intervenant a souligné quelques principes qui devraient régir l'élaboration de règles internationales en la matière. Premièrement, des règles claires devraient définir les produits visés, favoriser une application uniforme et efficace, être faciles à reprendre au niveau national et éviter le double emploi avec les travaux d'autres organes internationaux. Deuxièmement, des règles internationales relatives aux produits interdits sur le marché intérieur devraient être principalement établies dans le cadre d'accords environnementaux multilatéraux et le projet de décision devrait compléter les règles contenues dans d'autres instruments internationaux, par exemple, la décision adoptée au titre de la Convention de Bâle en vue d'interdire toutes les exportations de déchets dangereux en provenance de pays de l'OCDE et les procédures PIC en cours d'élaboration au PNUE. Troisièmement, le travail du Comité ne devrait pas entraîner un transfert de compétence en matière d'environnement des accords environnementaux multilatéraux à l'OMC. D'autre part, le Comité était chargé de veiller à ce que les règles de l'OMC prennent en compte les préoccupations environnementales. Dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux, il existait les compétences nécessaires pour assurer une liaison étroite entre ceux qui établissaient les règles et ceux qui les utilisaient, ce qui était important pour leur bonne application. Les aspects commerciaux pourraient être traités par des spécialistes du commerce venant de pays membres de l'OMC. Le chevauchement des efforts devait, certes, être évité, mais la délégation norvégienne était d'avis que le Comité pourrait avoir un rôle à jouer si les discussions faisaient apparaître que certains produits interdits sur le marché intérieur n'étaient pas visés par les accords environnementaux multilatéraux existants et qu'il n'était pas prévu de combler ces lacunes.

44. Le représentant de Hong Kong a dit que sa délégation était favorable à l'idée de poursuivre les travaux à partir du projet de décision en tenant compte des faits nouveaux survenus récemment. Il faudrait examiner l'ampleur des problèmes, y compris les produits visés, les réexportations et les marchandises en transit. L'intervenant s'est demandé en outre s'il conviendrait de privilégier les dispositions concernant l'information ou les mesures de réglementation et si l'approche serait celle de "l'effort maximal" ou si elle impliquerait des obligations plus fondamentales. Le Comité devrait réfléchir aux aspects institutionnels, tels le règlement et la prévention des différends ainsi qu'aux faits nouveaux concernant les disciplines établies en la matière dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux. On pourrait, en coordination avec d'autres organes, faire le point des faits nouveaux survenus au plan international et des disciplines définies dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux, pour trouver des solutions.

45. De l'avis de l'intervenant, l'idée des Communautés européennes de créer un "filet de sécurité" pour fixer des paramètres permettrait de réévaluer l'ampleur du problème. S'il y avait des lacunes, le Comité pourrait alors déterminer les points sur lesquels un renforcement serait nécessaire. Pour le moment, et vu l'ordre du jour global du Comité, sa délégation ne souhaitait pas entamer des travaux techniques dans ce domaine.

46. La représentante de la Nouvelle-Zélande a dit que compte tenu de la gravité des circonstances qui avaient conduit à entamer ces travaux et des faits nouveaux survenus récemment dans d'autres organisations concernant les problèmes liés aux produits interdits sur le marché intérieur, sa délégation était d'avis que les efforts dans ce domaine devraient être complémentaires et éviter tout chevauchement et double emploi. Les travaux du Comité devraient être cohérents et ne pas faire double emploi pour ce qui était des produits visés ou des incidences commerciales de mesures adoptées pour encourager le respect des normes convenues relatives aux produits interdits sur le marché intérieur. A cet effet le Comité devrait définir les produits qui seraient de son ressort et tenir dûment compte du désir légitime des Membres de choisir les produits qu'ils importeraient.

47. La représentante du Canada a souscrit aux déclarations faites par les délégations du Nigéria, de la Corée, de l'Inde, de l'Argentine et de l'Australie. Sa délégation était prête à traiter la question des produits interdits sur le marché intérieur comme un élément essentiel des travaux du Comité et à entamer un débat axé sur le projet de décision, en tenant compte des faits nouveaux survenus récemment. Elle reconnaissait que l'OMC ne devrait pas faire double emploi avec d'autres instruments internationaux et devrait s'en tenir à son domaine de compétence qui ne s'étendait pas à l'élaboration de politiques environnementales ni à la fixation de normes. La discussion devrait tenir compte de la complexité de la question des produits visés et l'initiative devrait revenir aux pays importateurs. Il devrait y avoir une coopération entre le pays importateur et le pays exportateur, mais c'était au premier que la décision devrait appartenir et il devrait recevoir une aide à cet effet. Le Comité devrait parer au risque de discrimination entre des exportations provenant de pays différents et éviter tout élément d'extraterritorialité. L'intervenante était d'avis que les procédures PIC mentionnées par de nombreuses délégations méritaient de retenir l'attention. Elle a déclaré que les premières discussions au Comité avaient montré qu'il y avait un large terrain d'entente concernant les objectifs et les préoccupations essentielles dans ce domaine, mais qu'il faudrait aussi être prudent au sujet des détails et aspects techniques.

48. Le représentant du Japon s'est particulièrement attaché à trois aspects de la question des produits interdits sur le marché intérieur. Tout d'abord, en ce qui concernait les produits dont la vente ou l'usage sur le marché intérieur étaient interdits ou strictement réglementés par un Membre de l'OMC, les Membres de l'OMC avaient le droit d'interdire ou de strictement réglementer, sous certaines conditions, la vente ou l'usage d'un produit, y compris l'application du régime NPF ou du traitement national, mais l'importance des produits serait différente d'un pays à l'autre. L'intervenant a ensuite examiné la relation existant entre les produits dont la vente ou l'usage étaient interdits ou strictement réglementés sur le marché intérieur et leur exportation, et entre ceux traités sur les marchés étrangers et leur importation. Certains considéraient qu'un Membre de l'OMC était en droit de réglementer, voire d'interdire le commerce d'importation ou d'exportation, si dans le cadre de l'OMC, certaines dispositions le justifiaient, par exemple les articles XI, XX et XXI. Une application plus active des systèmes de notification internationaux permettrait de résoudre les difficultés de contrôle à la frontière dans les pays en développement (PC/SCTE/W/7). Enfin, l'intervenant reconnaissait comme d'autres délégations la nécessité d'éviter la duplication de la notification. Il existait dans le cadre de l'OMC des mécanismes de notification très développés, tels l'article X, l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et la Décision sur les procédures de notification et il en existait également dans d'autres instances internationales. Certes la question relevait plus directement du point quatre, mais il incombait néanmoins au Comité, au titre de ses travaux

sur les produits interdits sur le marché intérieur, de rechercher les meilleurs moyens d'assurer que les mécanismes de transparence existants fonctionneraient efficacement.

49. Le représentant du Maroc a déclaré que d'après une étude du PNUE (novembre 1994), plus de 70 000 produits chimiques différents étaient utilisés dans le monde et que la production de déchets toxiques était de l'ordre de 500 millions de tonnes par an; les pays industrialisés produisaient plus de 90 pour cent de ces déchets dont 10 pour cent circulaient entre les pays de l'OCDE, et des centaines de millions de tonnes étaient exportées vers d'autres pays, ce qui illustrait l'ampleur du problème que posaient les exportations de produits interdits sur le marché intérieur et leurs effets sur la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux. La délégation marocaine estimait donc que le Comité pouvait prendre pour base de ses débats le projet de Décision, mais qu'il devrait le mettre à jour et le réviser, en tenant compte des faits nouveaux récents et des instruments juridiques.

50. A cet égard, les éléments récents qui méritaient de retenir l'attention du Comité étaient la décision de la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Bâle, qui visait à interdire à partir de janvier 1998 toutes les exportations de déchets dangereux, des pays de l'OCDE vers les pays n'appartenant pas à l'OCDE et la décision de mettre au point un projet de protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination des déchets dangereux. La FAO et le PNUE avaient adopté un programme conjoint sur l'application de la procédure du consentement préalable donné en connaissance de cause (procédure PIC) afin de dispenser aux pays en développement une formation en matière de gestion des produits chimiques. Le code de conduite du PNUE relatif aux Directives de Londres faisait état de notifications provenant de plus d'une centaine de pays.

51. La délégation marocaine proposait de mettre à jour le projet de Décision, de définir le terme "produits dangereux", de mettre en place un système clair de notification qui engage les Membres à remplir leurs obligations en s'inspirant de la jurisprudence internationale en la matière (par exemple, Directives de Londres, Convention de Bâle), d'établir une distinction entre produits dangereux et produits non dangereux, de créer une base de données concernant les produits interdits sur le marché intérieur, en collaboration avec la FAO, le PNUE, le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques et les Secrétariats compétents des conventions relatives à l'environnement et au commerce; enfin, d'instituer dans le cadre de l'OMC un groupe de travail des produits interdits sur le marché intérieur, qui comprenne des experts de la FAO et de la CNUCED.

Autres questions

Premier point du programme de travail

Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent des accords environnementaux multilatéraux (AEM)

52. Le représentant de la Norvège a déclaré que la coopération multilatérale était le moyen le plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux mondiaux et transfrontières, et que les accords environnementaux multilatéraux (AEM) étaient une garantie contre les mesures commerciales unilatérales. C'était pourquoi il convenait d'encourager la mise en route et l'application de ces accords, et d'examiner s'ils étaient compatibles avec les règles de l'OMC. Le problème des AEM et du GATT avait fait l'objet de bien des analyses au sein du GATT et la délégation norvégienne approuvait la déclaration faite par le Président en novembre 1994, selon laquelle les travaux du Comité devaient entrer dans une phase plus normative.

53. Il pourrait y avoir conflit avec des règles de l'OMC, si un accord environnemental multilatéral comportait à l'encontre de non-signataires des mesures commerciales qui ne seraient pas appliquées sur une base NPF et qui nécessiteraient donc l'établissement d'une autre base juridique assurant leur compatibilité avec l'OMC. Les débats s'étaient centrés sur une approche *ex ante* fondée sur l'article XX et une approche *ex post* fondée sur l'article XXV. La délégation norvégienne préférait la première qui assurerait la prévisibilité et la stabilité et servirait à la fois les intérêts de l'environnement et ceux du commerce.

54. La coexistence entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et le système de commerce multilatéral, dans le cadre d'une interprétation collective de l'article XX, pouvait être formulée de plusieurs manières. Une possibilité serait de définir des critères stricts pour établir la compatibilité avec l'OMC des mesures commerciales figurant dans les AEM. Ces critères, cependant, ne devraient pas réduire indûment la possibilité d'appliquer à des fins environnementales légitimes, des mesures commerciales vis-à-vis de pays non signataires d'accords environnementaux multilatéraux. Un grand nombre des critères examinés ne relevaient pas de l'article XX et seraient donc difficiles à englober dans une interprétation collective.

55. Une deuxième possibilité serait de définir un petit nombre de critères importants, qui avec le texte de l'introduction de l'article XX, viseraient les rapports entre les AEM et l'OMC. Choisir des paramètres de nature générale pour permettre de recourir à des mesures commerciales dans le cadre d'un accord environnemental multilatéral ne reviendrait pas à donner aux AEM un chèque en blanc permettant d'appliquer des mesures commerciales vis-à-vis de non-membres et suffirait à éviter un protectionnisme déguisé. La délégation norvégienne était favorable à cette approche pour diverses raisons. Premièrement, le GATT avait pour tradition de ne pas intervenir dans les travaux d'autres instances, par exemple les accords internationaux de produits. De plus l'OMC n'était pas une institution chargée de définir la politique environnementale et devait donc laisser les AEM définir les objectifs visés et les mesures nécessaires pour les atteindre. Deuxièmement, les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement ne devaient pas être subordonnées à un nombre disproportionné de critères par rapport à d'autres sujets visés par l'article XX. Troisièmement, pour permettre au Comité de remplir son mandat, à savoir que la politique commerciale contribue au développement durable, il ne fallait pas que le recours à des mesures commerciales, lorsqu'elles étaient nécessaires pour la protection de l'environnement, soit assujéti à des disciplines inutilement rigoureuses.

56. De l'avis de la délégation norvégienne, le Comité pourrait se limiter à quelques critères de base qui pourraient être les critères se rapportant aux accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les critères se rapportant aux mesures commerciales prises au titre de ces mêmes accords. Les premiers pourraient englober le concept d'ouverture. En principe, tous les pays devraient avoir le droit de signer un accord multilatéral sur l'environnement, et tous les pays d'une certaine région devraient être en droit de signer des accords relatifs à leur région. En ce qui concernait les mesures commerciales, comme le stipulait l'article XX, la nécessité était un critère de base. Il en découlait que l'on pouvait recourir à des mesures commerciales, entre autres, lorsque le commerce lui-même risquait d'entraver l'efficacité des AEM ou causer un problème d'environnement. Il y avait également d'autres critères, dont la proportionnalité et le caractère le moins restrictif des échanges. Comme ces deux critères se recoupaient, il suffirait, d'après l'intervenant, de retenir le second qui avait déjà été établi dans l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Ce concept était également lié au critère de la nécessité mentionné dans le Rapport du Groupe spécial intitulé "Thaïlande - Restrictions à l'importation et taxes intérieures touchant les cigarettes" (DS/10/R) adopté en novembre 1990. Ces suggestions étaient une contribution aux débats du Comité, mais la délégation norvégienne ne voulait pas préjuger de la position qui serait prise en la matière.

57. La délégation norvégienne estimait que les critères suivants suffisaient à garantir que les mesures commerciales des accords environnementaux multilatéraux n'étaient pas de nature à faire place au protectionnisme, mais allaient dans le sens des véritables intérêts de la protection de l'environnement: i) les accords environnementaux multilatéraux (AEM) devaient répondre aux critères formels concernant l'ouverture; ii) ils devaient être précis quant à l'utilisation de mesures commerciales; iii) les mesures commerciales devaient être nécessaires pour atteindre le but recherché en matière d'environnement; et iv) il fallait choisir celles ayant le moins d'effet restrictif sur les échanges qui permettaient d'atteindre le but fixé en matière d'environnement. Reconnaissant que les procédures de règlement des différends comportaient des dispositions autorisant le recours à tout type de connaissances, l'intervenant a cependant demandé si un "guichet environnement" à l'article XXII devait mentionner expressément les connaissances spécialisées en matière d'environnement en rapport avec le règlement des différends.

58. Le Président était d'avis que la diversité des opinions qui existait encore au sujet de l'exportation des produits interdits sur le marché intérieur et qui avait fait l'objet de longs débats au GATT s'expliquait par l'ampleur des sujets concernés et de leurs aspects techniques, lesquels dépassaient les questions d'ordre purement commercial. L'élaboration d'instruments internationaux visant un grand nombre de questions se rapportant aux produits interdits sur le marché intérieur donnait à penser que certains n'étaient peut-être pas suffisants. Le Comité devrait donc réexaminer ce point de façon plus détaillée à l'avenir.

Programme de travail

59. Le Comité a adopté le calendrier des réunions et le programme de travail pour 1995 que le Président lui avait présentés à l'issue de consultations informelles, étant entendu qu'il se réunirait tous les deux mois pour examiner les points de son programme de travail qu'il n'avait pas encore traités. Il ferait alors le bilan de la situation, sans perdre de vue qu'il devait présenter un rapport à la première réunion biennale de la Conférence ministérielle à la fin 1996, époque à laquelle ses activités et son mandat seraient réexaminés à la lumière des recommandations du Comité.

60. Le calendrier des réunions et le programme de travail sont fixés comme suit:

- | | |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6-7 avril: | <ul style="list-style-type: none"> - Point 4: "Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce"; - Point 5: "Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux"; - Point 10: "Arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC et transparence en matière de documentation"; |
| 21-22 juin: | <ul style="list-style-type: none"> - Point 8: "Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)"; - Point 9: "Services"; - Point 2: "Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral"; |
| Début septembre: | <ul style="list-style-type: none"> - Point 6: "Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés"; |

d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges";

- Fin octobre: - Point 1: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux";
- Point 3: "Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:
- a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement;
 - b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage;
- Bilan des activités et planification du programme de travail pour 1995/96."

61. Le Président a indiqué qu'en vue d'orienter les discussions formelles, il avait l'intention de tenir des consultations informelles avant la réunion du Comité des 6-7 avril sur les "arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC et la transparence de la documentation" (point 10), et avant la réunion des 21-22 juin sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) (point 8) et sur les services (point 9). Il se proposait de tenir, entre les réunions de septembre et d'octobre, des consultations informelles destinées à préparer l'établissement du bilan de la situation qui aurait lieu en octobre et qui permettrait de juger de l'état d'avancement des travaux sur chacun des points du programme de travail. Il serait ainsi possible d'établir des conclusions sur tous les points qui auraient fait l'objet d'un consensus et de déterminer quels étaient ceux qui exigeaient un complément d'examen et d'étude en vue de la présentation d'un rapport aux ministres à la fin de 1996.

62. Le Président a précisé que les réunions seraient organisées de façon qu'une fois terminé l'examen du ou des points prévus pour chaque réunion, les délégations puissent revenir, si elles le souhaitent, sur les points débattus à la réunion précédente. Cependant les délégations pourraient soumettre en tout temps, sur n'importe quel point, des documents qui seraient examinés au moment opportun selon le calendrier adopté. A cet égard, il a pris note du document, établi par le Secrétariat à la demande du Sous-Comité, sur les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges (WT/CTE/W/1) que le Comité examinerait lorsqu'il se saisirait de ce point en septembre. Il a été convenu que le Secrétariat préparerait des documents d'information sur chacun des points avant les réunions au cours desquelles ils seraient examinés. Les documents relatifs aux points qui avaient déjà fait l'objet d'une analyse considérable rendraient compte des progrès accomplis au Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce et au Sous-Comité en faisant ressortir les points précis devant être analysés de façon plus approfondie aux fins d'une approche prospective.

63. Le Président a indiqué que le Comité aurait à adopter des règles de procédure. Il en reparlerait lorsque les consultations à ce sujet seraient terminées. Il invitait les délégations à continuer de soumettre, de façon individuelle et spontanée au Secrétariat pour compilation, comme le Sous-Comité l'avait demandé, toutes les informations concernant l'expérience qu'ils auraient acquise au plan national, au sujet de mesures relevant de ce point du programme de travail.